

ETIC 2016

Facebook, *Free Basics* et la neutralité du net

Groupe n°1

Membres du groupe :

Abdessalam BOULAHID (Intégrateur Web)
Léa DEMRI (Théoricienne)
Jamal EDINE SKOURI (Designer)
François GUTHMANN (Explorateur Web)
Thomas LUO (Architecte des données)
Alexis REYMANN (Juriste)
Nassima TOUNSI (Journaliste)

Encadrant :

Antonio Casilli

Intervenants :

Valérie BEAUDOUIN (Théoricien)
Laura GOUBY (Intégrateur Web)
Samuel HURON (Designer)
Claire LEVALLOIS-BARTH (Juriste)
Alexandre MONNIN (Architecte des données)
Christophe PRIEUR (Explorateur Web)
Didier TORNAY (Journaliste)

Livrable Théoricienne – Léa Demri

Sommaire

1. Introduction : présentation générale de la controverse.....	2
2. Présentation des acteurs et des arguments.....	2
3. Évolution des positions et des arguments.....	4
4. Conclusion.....	5
5. Frise chronologique.....	6
6. Arbre des débats.....	7
7. Cartographie des acteurs.....	8
8. Sources.....	9

1. Introduction : présentation générale de la controverse

En août 2013, le fondateur de Facebook, Mark Zuckerberg lance le projet *Internet.org* à travers un communiqué affirmant que “La connectivité est un droit humain”. Cette initiative offre aux possesseurs de téléphones mobiles dans les pays en développement l'accès gratuit à un certain nombre de service Internet. Un mois plus tard, il publie une vidéo sur Youtube expliquant le but de son initiative : rendre Internet cent fois plus abordable. Dès février 2014, il annonce plusieurs partenariats puis crée en mars 2014 le Connectivity Lab afin d'amener Internet à tout le monde via des drones. En février 2015, il lance alors l'application *Internet.org* en Inde en partenariat avec l'opérateur indien Reliance Communications.

Mais dès avril 2015, quelques starts-up indiennes se retirent du projet pour protéger la neutralité du net, qui ne serait pas respectée par *Internet.org*. En mai 2015, ce dernier ouvre sa plateforme pour les développeurs, puis change de nom et devient “*Free Basics*” en septembre 2015. Ce projet couvre alors plus de 35 pays dans le monde, mais l'Inde paraît être le pays le plus contestataire de cette initiative. Son cas est en effet celui qui a fait le plus de gros titres dans la presse.

Tous ces événements ont ainsi rapidement mis en évidence une véritable controverse liant Facebook, *Free Basics* et la question de la neutralité du net, mais aussi la présence de nombreux acteurs aux positions et intérêts très conflictuels.

2. Présentation des acteurs et des arguments

Les principaux acteurs de cette controverse sont Facebook et ses sous-firmes, mais aussi les autorités gouvernementales qui ont un pouvoir de décision, la société civile composée des activistes et des internautes, les opérateurs garants du bon fonctionnement technique du réseau, les starts-up indiennes et les fournisseurs de contenu.

Facebook, à l'initiative de ce projet, est d'abord le premier acteur de cette controverse et l'unique acteur international. Il a déployé cette plateforme dans le but de permettre l'accès à plusieurs services Internet “de base” et gratuits (comme Bing, le site de météorologie AccuWeather, Facebook, Google Search et Wikipédia) à des utilisateurs n'ayant pas accès à Internet. Ces services offerts couvrent tous les domaines dont les utilisateurs peuvent avoir besoin. Ce projet a pu se développer partout dans le monde notamment grâce à plusieurs opérateurs – par exemple, Tigo (en Amérique latine), Comcast (aux États-Unis), Smart Communications (aux Philippines), Reliance Communications (en Inde) ou AirTel (en Afrique) - fournissant leur réseau à Facebook dans chaque pays.

Tout d'abord, cela constitue pour Facebook un vecteur de développement. En effet, c'est une victoire économique pour tous, qui favorise davantage la vente de téléphones et les bénéfices pour les opérateurs mobiles puisque la moitié des utilisateurs sont prêts à payer pour un accès complet à Internet. *Free Basics* serait par ailleurs, selon ses opposants, un moyen pour Facebook de faire des profits.

De plus, cela favorise le développement d'Internet.

Enfin, cette initiative permet selon Facebook de réduire la fracture numérique en fournissant un accès à tous pour peu cher, permettant ainsi une meilleure évolution sociale, et constituant donc un enjeu majeur pour l'humanité. D'ailleurs, Facebook souligne que plus de 30 pays ont reconnu le programme comme bénéfique et 19 millions de personnes ont eu leur premier accès à Internet grâce à *Free Basics*.

Plusieurs start-up indiennes ont également d'abord soutenu ce projet.

Les fournisseurs de contenu tels que les sites d'information (BBC, Wikipedia), le moteur de recherche Bing, ou les sites d'emploi (Times Jobs, BabaJob) ont soutenu *Free Basics*. Dans le domaine de la santé publique, l'application Android Social Blood et l'Unicef soutiennent cette initiative. Une partie de la société civile (notamment le site Internet proteans.com) a aussi montré son soutien.

Cependant, les autorités indiennes comme la TRAI (Agence Indienne de Régulation des Télécoms) et d'autres autorités des télécoms, ainsi que les gouvernements ne partagent pas la même vision que Facebook.

Ainsi, les activistes, comme le collectif "Save the Internet" et "All India Bakchod", se sont mobilisés face à cette initiative sur Internet.

C'est aussi le cas des fournisseurs de contenu : plusieurs sites d'information (comme NDTV, Cleartrip, Bew's Hunt, Times Group), le moteur de recherche Google, et le site d'emploi Naukri.com, sont du même avis.

La neutralité du net est un principe fondateur d'Internet excluant toute discrimination des communications entre les utilisateurs par les opérateurs de télécommunications.

Selon Ram Sevak Sharma, le président de la TRAI, "Tout ce qui est sur Internet est indépendant par essence et ne peut être facturé de manière différente". Facebook violerait ainsi la neutralité du net. C'est pourquoi le régulateur indien des télécoms a décidé de suspendre ce service en Inde en décembre 2015.

Beaucoup ont critiqué le "zero-rating", ne fournissant qu'un accès très limité à Internet, son accès complet restant payant. La différenciation des tarifs en fonction du contenu a été vivement critiquée. Elle favoriserait en effet un Internet à deux vitesses, sans Google ni Youtube. *Free Basics* ne présente pas non plus de photos HD ni de vidéos. Les opposants au projets ont insisté sur le fait que si tout le monde faisait cela, Internet serait différent selon l'opérateur. Pour eux, les utilisateurs pourraient finir par penser que cela est représentatif d'Internet.

Ils soulignent aussi le problème de la gratuité, car selon eux, Facebook n'est pas totalement désintéressé dans ce projet : sa volonté serait plus mercantile que sociale et il aurait un avantage déloyal sur ses concurrents. Facebook a aussi été accusé de déstabiliser le marché des télécoms.

Par ailleurs, du point de vue de la communication, la publicité menée par Facebook est trompeuse pour les autorités et le nom "*Free Basics*" est en désaccord avec les lois indiennes.

En outre, les détracteurs de *Free Basics* ont montré qu'il existait de nombreuses autres alternatives à ce projet. Par exemple, l'opérateur de réseau mobile Aircel est

gratuit à 64 Kb par seconde. De même, Mozilla, gratuit à 20 Mb par jour, permet d'obtenir des données en regardant des publicités et fait payer les frais par des sociétés en échange d'une mention de leur nom. Enfin, la plateforme Internet Gigato, qui appartient à la start-up indienne Mavin a été lancée en Inde en 2015. Elle offre un accès gratuit à Internet et assure sa neutralité.

Beaucoup se sont aussi demandé qui devait fournir les équipements nécessaires pour permettre l'accès à Internet grâce à *Free Basics*.

Les questions sociétales sont aussi importantes. Aujourd'hui, la question de la protection des données personnelles apparaît clairement. Pour les opposants au projet, la sécurité serait menacée car l'initiative serait une invasion privée des services publics et une "colonisation" américaine d'Internet.

Mais, les relations entre ces acteurs et leurs différents points de vue ont peu à peu évolué.

3. Évolution des positions et des arguments

Au départ, plusieurs start-up indiennes soutenaient ce projet. Mais, dès avril 2015, beaucoup d'entre elles se sont opposées à *Free Basics* pour protéger la neutralité du net. D'ailleurs, en décembre 2015, neuf directeurs de start-up indiennes ont envoyé ensemble un mail au président de la TRAI, Ram Sevak Sharma, pour dénoncer l'action menée par *Free Basics*.

En septembre 2015, Facebook est contraint de changer le nom "*Internet.org*" en "*Free Basics*" car ce dernier n'était pas représentatif d'Internet puisque le projet ne permettait qu'un accès limité à Internet.

En novembre 2015, le Parlement Européen a voté un règlement pour la neutralité du net. Puis en décembre 2015, la TRAI publie un article qui pose la question du bien fondé de la différenciation des prix selon les contenus.

En décembre 2015, à peine deux mois après son lancement en Égypte, le service y est suspendu sans aucune explication officielle. Le 23 décembre 2016, la TRAI demande sa suspension temporaire à l'opérateur Reliance Communication en Inde.

Pour défendre *Free Basics*, Mark Zuckerberg rappelle alors qu'il ne fait aucun profit à travers son projet et qu'il n'y a aucune publicité dans la version Facebook de *Free Basics*. Il lance ainsi la campagne publicitaire "Save *Free Basics*" sur Facebook et dans d'autres médias. Il demande donc aux utilisateurs indiens d'envoyer à la TRAI un email de soutien à *Free Basics*.

Puis, le 20 janvier 2016, Google se retire du projet en Zambie, alors que l'entreprise avait signé un accord en juillet 2014. Sundar Pichai, le Président de Google, affirme en effet que la neutralité du net doit être respectée. De plus, Google est un concurrent direct de Facebook. Il a d'ailleurs proposé en Inde une connexion Internet gratuite via les ballons de son projet Loon, qui existe depuis juin 2013. Contrairement à *Free*

Basics, ce projet prévoit d'offrir un accès complet à Internet et devrait respecter la neutralité du net.

Le 8 février 2016, la TRAI interdit la différenciation des prix en fonction du contenu et bannit donc *Free Basics* en Inde. Cette nouvelle loi adoptée en Inde stipule que "aucun fournisseur de service ne doit offrir ou appliquer des tarifs discriminatoires pour les services de données sur la base du contenu". D'importantes sanctions seront désormais prises contre les opérateurs ne respectant pas cette décision.

Malgré cette décision de la justice indienne, Facebook a décidé de continuer de permettre à tous de se connecter à Internet.

Suite à cette décision, Marc Andreessen, membre du conseil d'administration de Facebook, a posté sur son compte Twitter que "L'anticolonialisme a été économiquement catastrophique pour les Indiens pendant des décennies. Pourquoi l'arrêter maintenant ?" – soulignant ainsi le caractère "colonialiste" de cette initiative. Mais cette vision de *Free Basics* comme "colonialiste" était déjà une source de critiques avant cette interdiction : le directeur du centre des médias civiques au MIT, Ethan Zuckerman, percevait déjà ce projet "comme à la fois colonialiste et décevant".

C'est le 1er avril 2016 que l'on apprend la véritable raison de l'interdiction de *Free Basics* en Égypte : elle n'aurait rien à voir avec la neutralité du net. Facebook aurait refusé de donner l'accès à ses données au gouvernement égyptien pour empêcher l'espionnage des utilisateurs de *Free Basics*.

Malgré son interdiction en Inde, *Free Basics* compte 25 millions d'utilisateurs et possède 500 applications dans 37 pays en avril 2016. Le débat qui a eu lieu en Inde n'a en effet pas eu la même ampleur dans les autres pays où s'est implanté l'initiative.

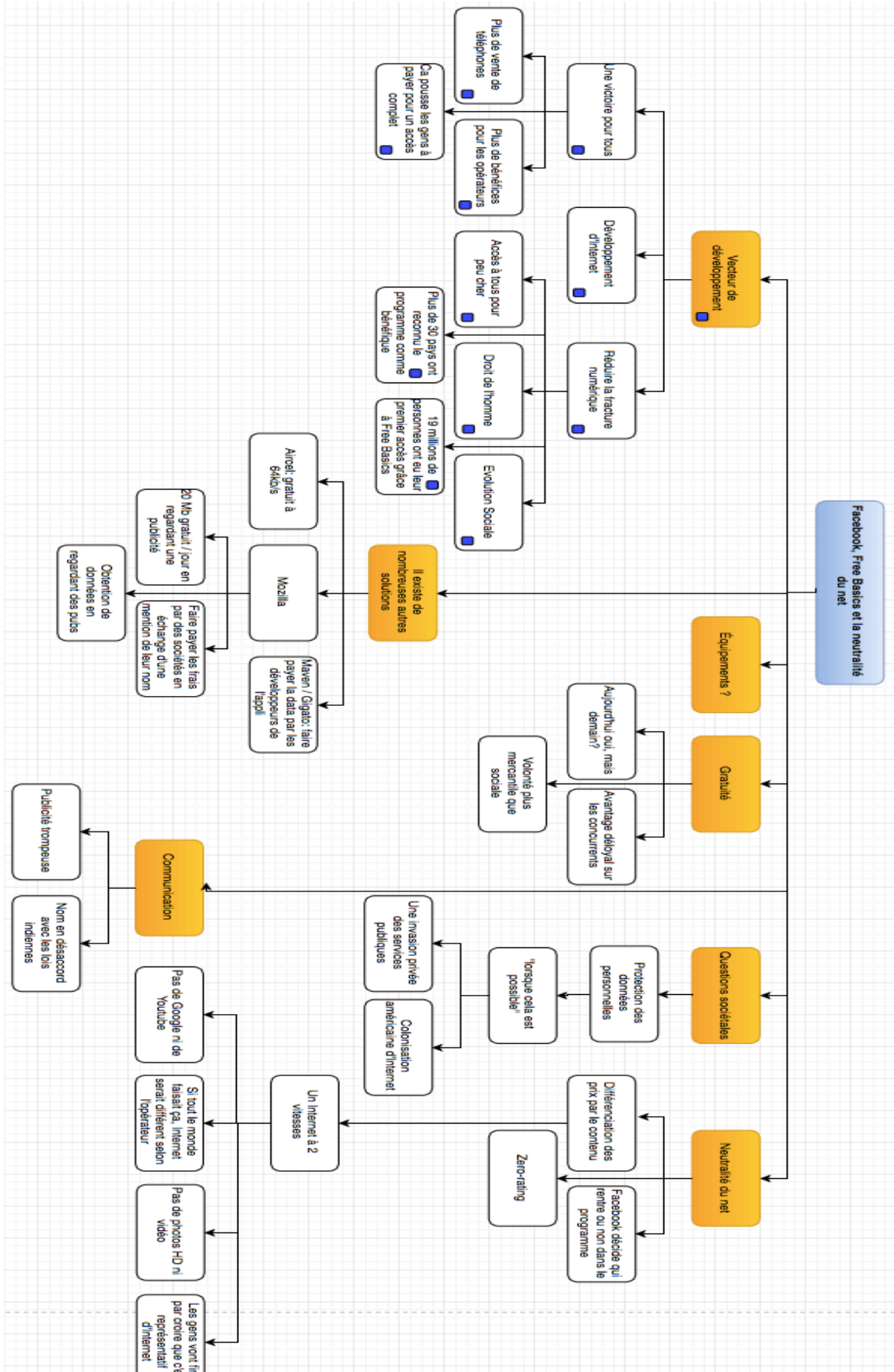
4. Conclusion

Pour conclure, cette controverse a fait émerger plusieurs sous-débats et en particulier celui sur la neutralité du net, qui est aujourd'hui majeur dans notre société. Elle a souligné le manque de législation concernant ce sujet : les débats et prises de décisions se déroulent dans chaque pays individuellement.

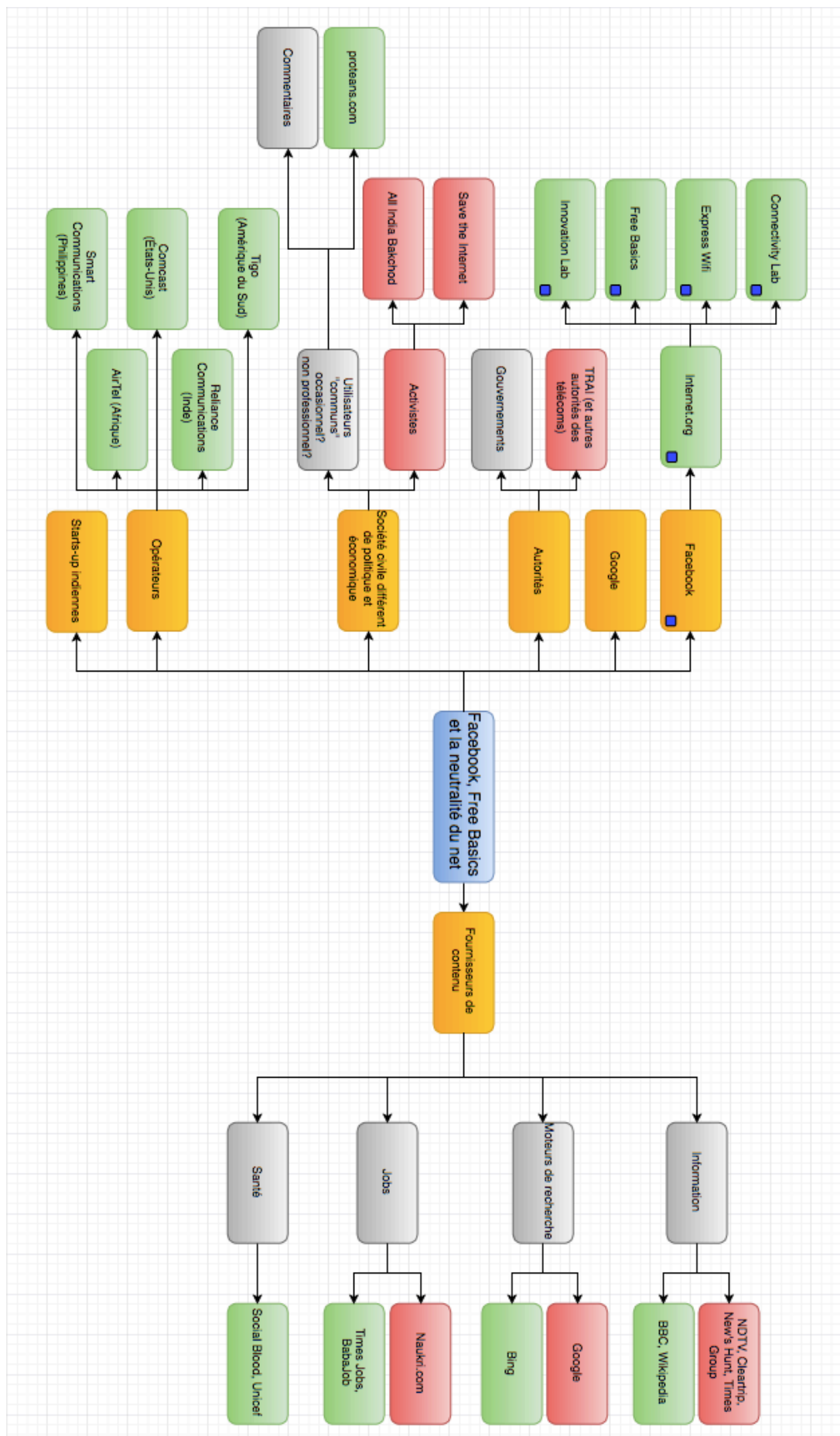
5. Frise chronologique



6. Arbre des débats



7. Cartographie des acteurs



8. Sources

ABUTALEB, Yasmeen, MENN, Joseph. « Exclusive: Egypt blocked Facebook Internet service over surveillance – sources », *Reuters* [en ligne], 01/04/2016, [consulté le 23/04/2016]. Disponible sur : <http://www.reuters.com/article/us-facebook-egypt-idUSKCN0WY3JZ>

HINDUSTAN TIMES. « TRAI says no to Facebook's Free Basics, supports net neutrality », *Hindustian Times* [en ligne], 08/02/2016, [consulté le 20/04/2016]. Disponible sur : <http://www.hindustantimes.com/tech/trai-s-says-no-to-content-based-differential-tariff-offers-supports-net-neutrality/story-1pOAI14aHvXYRu3AQNZMjP.html>

INDIAN EXPRESS. « Nine Indian startup CEOs write to TRAI against zero-rating platforms », *Indian Express* [en ligne], 30/12/2015, [consulté le 25/04/2016]. Disponible sur : <http://indianexpress.com/article/technology/tech-news-technology/facebook-free-basics-9-indian-startup-ceos-jointly-write-to-trai-chairman-against-it/>

INDIAN EXPRESS. « TRAI supports Net Neutrality, effectively bans Free Basics: All that happened in the debate », *Indian Express* [en ligne], 09/02/2016, [consulté le 18/04/2016]. Disponible sur : <http://indianexpress.com/article/technology/tech-news-technology/facebook-free-basics-ban-net-neutrality-all-you-need-to-know/>

Internet.org [en ligne], 2015, [consulté le 17/04/2016]. Disponible sur : <https://info.internet.org/en/story/where-weve-launched/>

JOHARI, Sneha. « Google quits Facebook's Free Basics ; ends partnership in Zambia », *Medianama* [en ligne], 20/01/2016, [consulté le 29/04/2016]. Disponible sur : <http://www.medianama.com/2016/01/223-google-facebook-free-basics-zambia/>

Save The Internet [en ligne], 04/2015, [consulté le 25/04/2016]. Disponible sur : <https://www.savetheinternet.in>

SUN, Leo. « Facebook Inc. Isn't Giving Up On Free Internet Access », *Fool* [en ligne], 03/03/2016, [consulté le 25/04/2016]. Disponible sur : <http://www.fool.com/investing/general/2016/03/03/facebook-inc-isnt-giving-up-on-free-internet-acces.aspx>

THE HINDU. « Nothing free or basic about it », *The Hindu* [en ligne], 30/12/2015, [consulté le 16/04/2016]. Disponible sur : <http://www.thehindu.com/opinion/op-ed/nothing-free-or-basic-about-it/article8042334.ece>

ZUCKERBERG, Mark. « La connectivité est-elle un droit humain ? », *Facebook* [en ligne], 2015, [consulté le 16/04/2016]. Disponible sur : <https://fr-fr.facebook.com/isconnectivityahumanright>

ZUCKERBERG, Mark. « Free Basics protects net neutrality », *The Times of India* [en

ligne], 28/12/2015, [consulté le 16/04/2016]. Disponible sur :
<http://blogs.timesofindia.indiatimes.com/toi-edit-page/free-basics-protects-net-neutrality/.entry-content#post-###content#primary>